**Après la prise de conscience, l’année de la mise en œuvre**

**LE MOT DU PRESIDENT**

Saint-Nicolas vient de combler les enfants sages. Dehors, le soir est déjà tombé. La pénombre de l’hiver étend son manteau sur la nature environnante. Depuis des mois, nous la parcourons masqués, en famille, dès que nous le pouvons, histoire d’occuper nos petites têtes blondes privées de tant d’activités, et de retrouver nos proches hors les murs.

Une boisson chaude, un peu de musique, le moment est propice à regarder dans le rétroviseur pour penser le futur.

Quelle année ! Le paragraphe ci-dessus aurait été considéré comme un extrait de roman de science-fiction il y a tout juste un an. Qui aurait pu imaginer ? La maladie, la mort, la fragilité de nos sociétés, les confinements, les difficultés de tous types, les entreprises à l’arrêt, l’angoisse. Mais aussi les multiples solidarités, le dévouement, la société belge qui résiste moins mal que les autres grâce à la sécurité sociale, le chômage temporaire comme bouée de sauvetage pour les milliers de travailleurs qui se tournèrent précipitamment vers les organisations syndicales. Dans la grisaille, des éclairs de lucidité : les services collectifs sont essentiels ; il est si difficile d’enseigner à son propre enfant à la maison : «Comment font donc les enseignants avec vingt-quatre bambins ?» ; l’austérité budgétaire peut être balayée d’un revers de la main.

Parmi les révélations, le jeudi 22 octobre 2020 sera marqué d’une pierre blanche. En pleine seconde vague liée au coronavirus, la nouvelle tombe : «L’éducation est devenue une priorité nationale».

Comme responsable syndical et enseignant, j’ai débordé d’enthousiasme à l’annonce de la Ministre Désir. Ai-je bien entendu ? Une priorité nationale ? Champagne et zakouskis, ça y est, ils ont compris !!! Ce que nous clamons depuis si longtemps est enfin exprimé par nos responsables face caméra ! Priorité nationale !

Mais oui, c’est bien vrai ! Parallèlement au monde de la santé, le monde de l’enseignement est une priorité pour une société. La crise du coronavirus en est le révélateur. Mais ça coûte tellement, nous a-t-on dit depuis tant et tant d’années. Certes, mais il s’agit d’un choix de société. Réfléchissons un instant ; ce coût est bien réel, mais il est certainement inférieur au coût global d’une société malade et de gens peu instruits.

Semblable à un géant qui déploie sa force en étant bien campé sur ses deux jambes, la société a besoin de deux points d’appuis solides pour relever les défis qui s’ouvrent devant elle. Une éducation performante et des soins de santé de qualité. Universels et gratuits, cela va de soi. Notre époque ne le révèle que trop bien. Le corps social dans son ensemble, chaque secteur avec sa spécificité et son importance fondamentale, oxygéné par des services collectifs performants, protégé par une sécurité sociale à la hauteur, est alors armé pour faire face aux crises et se projeter vers le futur. Quelle tristesse cependant qu’il faille une pandémie mondiale pour que les yeux s’ouvrent enfin sur ce qui est pour nous une évidence depuis tant d’années.

Et maintenant, que faire à partir de ce constat ? Quel futur pouvons-nous souhaiter pour notre secteur en cette période où une large frange de la population ne veut pas d’un retour à l’anormal ?

Allons-nous nous diriger vers un plan global de revalorisation de l’enseignement ? Va-t-on mettre les moyens pour une réforme de la formation initiale ambitieuse ? Va-t-on enfin se préoccuper de la réduction de la taille des classes ? De la vétusté des bâtiments ? Des burn-out qui s’accumulent ? Des collègues qui quittent la carrière prématurément tellement la pression est forte ? De la pénurie généralisée ?

Mais les finances de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont dans le rouge me répond déjà la petite voix.

Si l’éducation est une priorité nationale, alors les moyens doivent suivre, les arbitrages sont possibles. L’organisation financière de la Fédération Wallonie-Bruxelles a été faite par des humains ; elle peut être rénovée par des humains afin d’atteindre les objectifs qui seraient fixés.

Les enseignants sont sur le pont dans cette tempête du Covid-19, solidaires de tous les héros du corona qui font de leur mieux jour après jour pour que le paquebot collectif garde le cap. Ils tiennent bon face aux éléments qui se déchaînent. Ils assument la mission que la société leur confie dans un contexte extrêmement défavorable et dangereux pour leur santé et celle de leurs proches. Ils méritent le respect. Ils méritent d’être entendus.

La réponse politique devra être à la hauteur de ce qu’est une priorité nationale. Il ne peut en être autrement. Cette année 2020 aura été l’année de la prise de conscience de l’importance cruciale des services collectifs, dont l’enseignement, pour la société. L’année 2021 sera donc l’année de la prise de conscience des moyens que le Politique sera prêt à engager pour répondre aux besoins des secteurs définis comme prioritaires. Est-ce «jouer le rôle de garderie pour faire fonctionner l’économie» qui est une priorité nationale ou un changement de paradigme est-il amorcé ?

Un regard à la fenêtre, le froid semble s’être répandu partout. Le monde semble s’être endormi. Pourtant, dans la cheminée, les flammes crépitent.

Dans le coeur, elles crépitent également. L’espoir est là. La vigilance aussi. L’envie d’aller de l’avant. Après l’hiver viendra inévitablement le printemps. Ce projet de société, il nous faudra le bâtir nous-mêmes, l’expliquer grâce à l’éducation permanente, convaincre, et compter d’abord et avant tout sur nos propres forces.

Puisse 2021 être la première étape d’un chemin orienté vers une société plus juste, plus humaine, plus durable.

Bonne et heureuse année à toutes et tous, à vous, à vos proches et à ceux qui vous sont chers.

 Xavier Toussaint